

Etats-Unis/En pleine campagne électorale

Clinton, Obama et CNN visés par des colis suspects

AFP
New York/États-Unis

La Maison Blanche a immédiatement condamné des actes "ignobles".

COLIS potentiellement explosifs visant Hillary Clinton, Barack Obama et la chaîne CNN, à couteaux tirés avec l'administration Trump : à 13 jours des élections législatives américaines, la tension est montée d'un cran dans un climat politique plus que jamais polarisé.

Le service fédéral chargé de la protection des anciens présidents et de leur famille a indiqué mercredi avoir intercepté deux colis contenant "des engins explosifs potentiels" destinés à l'ex-secrétaire d'Etat démocrate Hillary Clinton et à l'ex-président démocrate Barack Obama, deux jours après qu'une bombe artisanale a été retrouvée chez le financier George Soros, autre démocrate notoire. Le paquet destiné à Mme Clinton, rivale démocrate malheureuse face à Donald Trump à la présidentielle de 2016, a été intercepté lors d'une vérification de routine, a indiqué le Secret service dans un communi-



Photo : AFP

La rue menant vers la résidence des Obama à Washington DC où a été expédié un colis suspect.

qué. Celui destiné à l'ex-président démocrate Barack Obama a été intercepté hier matin. Aucun des colis n'est parvenu à ses destinataires, dont la vie n'a pas été mise en danger, a précisé cette même source. Personne n'a encore revendiqué l'envoi de ces colis. La Maison Blanche a rapidement dénoncé des actes "ignobles". "Ces actes terrifiants sont ignobles, leurs responsables devront répondre de leurs actes devant la justice", a indiqué Sarah Sanders, porte-parole du président américain Donald Trump,

soulignant que les forces de l'ordre prendraient toutes les mesures nécessaires pour protéger toute personne menacée par "ces lâches".

DEUX JOURS APRES SOROS• Peu après le communiqué du Secret service, la chaîne d'informations en continu CNN, souvent prise pour cible par Donald Trump pour sa couverture selon lui favorable aux démocrates et hostile à sa présidence, annonçait avoir évacué ses bureaux new-yorkais, situés à Columbus Circle, au cœur de Manhattan, suite à un colis suspect.

La police new-yorkaise a envoyé une brigade de déminage sur place. Elle a précisé ensuite avoir retrouvé un tuyau de métal avec des fils électriques, sans parler directement d'engin explosif.

Ces informations surviennent deux jours après qu'une bombe artisanale a été retrouvée dans la boîte aux lettres du domicile du financier George Soros, grand donateur démocrate devenu la cible des complotistes et nationalistes en Europe et aux Etats-Unis. Le milliardaire d'origine hongroise, âgé de 88 ans, n'était pas chez lui lorsque

le colis a été déposé, selon la police. La police fédérale (FBI) enquête sur cette affaire, mais personne n'a été arrêté à ce stade.

Selon certains médias américains, les colis adressés à Hillary Clinton et à Barack Obama étaient similaires à celui retrouvé chez M. Soros. CNN a indiqué de son côté que le paquet adressé à la chaîne était similaire à ceux envoyés aux Clinton et à M. Obama. Ces informations sur des colis suspects en série surviennent alors que les Etats-Unis sont en pleine campagne pour les élections parlementaires du 6 novembre, à l'issue desquelles les démocrates espèrent reprendre le contrôle de la Chambre des représentants et du Sénat et paralyser la présidence de Donald Trump. Après le débat ultra-polarisé sur la confirmation à la Cour suprême du juge conservateur Brett Kavanaugh, la campagne a été dominée ces derniers jours par les informations sur des milliers de migrants marchant depuis le Honduras vers la frontière mexico-américaine, que le président Trump s'est engagé à stopper et qu'il accuse d'être encouragés par les démocrates.

L'Afrique en bref



Photo : AFP

• **Algérie/Politique. Un nouveau président de l'Assemblée élu mais l'ancien s'accroche**

L'Assemblée nationale algérienne a élu hier son nouveau président, Mouad Bouchareb, 47 ans (photo), mais le sortant, en conflit ouvert avec la majorité parlementaire, se proclame légalement toujours en fonction, laissant craindre un possible imbroglio institutionnel.

• **Burundi/Dialogue. Dernier round sans le gouvernement**

Le gouvernement burundais a annoncé qu'il serait absent de la dernière session du dialogue de sortie de crise au Burundi, prévue à partir d'hier à Arusha, en Tanzanie, et destinée à évoquer l'organisation d'élections inclusives en 2020.

• **Egypte/Antiterrorisme. 11 jihadistes présumés tués par la police**

Onze jihadistes présumés ont été tués hier lors d'une opération de police dans le désert occidental en Egypte, près du gouvernorat d'Assiout (centre), a annoncé le ministère de l'Intérieur.

A travers le monde

• **Brésil/Présidentielle. Haddad veut lutter jusqu'au bout contre "le fascisme"**



Photo : AFP

Le candidat de gauche à la présidentielle brésilienne, Fernando Haddad, a déclaré mardi qu'il lutterait jusqu'au bout pour empêcher que "le fascisme s'installe au Brésil", a cinq jours d'un scrutin dont le candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro est le grand favori.

• **Proche-Orient/Conflit. Un Palestinien tué par des tirs israéliens**

Un Palestinien, Mohammed Bicharat, 21 ans, a été tué par des tirs israéliens hier lors de heurts dans le nord de la Cisjordanie occupée, a indiqué le ministère de la Santé à Ramallah.

Guinée/Au lendemain d'une "tentative d'assassinat" de son chef

Tollé dans l'opposition

AFP
Conakry/Guinée

Estimant que "l'heure est grave", ses ténors exigent "toute la lumière" sur cet acte.

DES ténors de l'opposition guinéenne exprimaient hier leur indignation au lendemain du tir à balle réelle contre le véhicule de leur chef de file, dénonçant une "tentative d'assassinat" par les forces de l'ordre, qui ont formellement démenti. Principal opposant au pré-

sident Alpha Condé, Cellou Dalein Diallo se rendait mardi à une manifestation de l'opposition, interdite par le pouvoir, lorsque son convoi a été bloqué par les forces de l'ordre. Sa voiture a été alors prise pour cible par un homme armé, a-t-il expliqué à l'AFP. L'impact d'une balle est clairement visible au centre du pare-brise avant du véhicule de M. Diallo, dont le chauffeur a été touché par des éclats de verre au visage, a constaté un correspondant de l'AFP. "J'étais là lorsque notre voiture a été bloquée. Un membre des forces de l'ordre a tiré à bout portant", a ex-



Photo : AFP

Mises en cause par l'opposition, les forces de l'ordre ont formellement démenti toute implication dans un projet d'assassinat contre son chef.

pliqué hier le président du Bloc Libéral (BL), Faya Millimouno.

"Cette balle aurait pu enlever la vie du chef de file de l'opposition ou ma vie. Il est clair que nous rentrons dans un Etat voyou, où le président de la République, le gouvernement, peut ordonner l'assassinat de qui que ce soit", a accusé M. Millimouno.

Dans un communiqué publié mardi soir, la direction régionale de la police de Conakry a affirmé que "les forces de sécurité condamnent et rejettent les accusations portées à leur endroit par voie de presse suite à la violence causée sur le véhicule du chef de file de l'opposition".

Le procureur général de Conakry, Mamady Diawara, a annoncé l'ouverture

C'est arrivé...

Un couple poursuivi pour rapport sexuel en conduisant sur autoroute

ACCUSE de "conduite dangereuse", un couple est poursuivi en Espagne pour avoir eu un rapport sexuel en plein trajet sur une autoroute, a annoncé mardi la Garde civile. Cette dernière a relayé une vidéo des faits, durant quelques secondes, qui montre une personne dénudée juchée sur une autre au volant et effectuant des mouvements du bassin laissant guère de place au doute. Publiée initialement sur les réseaux sociaux, ce qui a attiré l'attention des enquêteurs, cette vidéo était filmée depuis

une autre voiture avec un téléphone portable.

Les faits remonteraient au 15 septembre et se seraient déroulés sur l'autoroute reliant Madrid à Valladolid, selon la Garde civile, qui précise avoir dû visionner "de nombreuses heures" d'images de vidéosurveillance pour identifier les fautifs. Ces derniers risquent jusqu'à deux ans de prison, 500 euros (327 500 francs) d'amende et six ans d'interdiction de conduire, selon la même source.

... entre Madrid et Valladolid (Espagne)